

écueil résidait dans la méfiance des provinces à l'égard du gouvernement central, à Ottawa. En effet, les conférences ne réussiront que lorsqu'on se sera départi de cette méfiance.

Je ne m'étendrais pas si longuement sur la question des Provinces maritimes si, l'autre soir, l'honorable député de Davenport (M. MacNicol) ne nous avait pas donné de conseils sur la façon d'améliorer notre situation économique. Je le remercie de ses bonnes paroles et de l'appui qu'il nous apporte. Qu'il sache bien que si je lui réponds, c'est en toute bienveillance. Il nous disait donc que, pour améliorer la situation économique des Provinces maritimes, il nous faudrait tirer tout le parti possible des chutes Grand. Je lui ferai remarquer qu'antérieurement à 1925, le gouvernement libéral du Nouveau-Brunswick avait dressé les plans de cette exploitation, mais les conservateurs furent alors portés au pouvoir et ils cédèrent toute l'entreprise à l'International Paper Company. Depuis lors, la province du Nouveau-Brunswick n'a plus la haute main sur les chutes Grand. Il s'est également fait le champion de la construction du canal de Chignectou. Nous approuvons tous son attitude, car tous les habitants des Provinces maritimes favorisent ce projet. Son exécution mettrait les marchés de la Nouvelle-Angleterre à la portée de ces provinces, car ce sont leurs marchés naturels, puisqu'ils sont tout près de chez nous. Nous ne pouvons pas compter uniquement sur les provinces du centre du pays pour l'écoulement de notre excédent de produits maritimes, forestiers ou agricoles. A mon avis, les Etats de la Nouvelle-Angleterre constituent notre marché naturel comme ils l'étaient avant la Confédération.

Il y a un instant, monsieur l'Orateur, je vous ai dit que la province du Nouveau-Brunswick avait perdu Grand-Falls, du fait que ce centre a été cédé en totalité à l'International Paper Company, cette pieuvre de l'industrie de l'énergie et du papier. Voilà une occasion où on nous a réduits à l'esclavage; je vais vous en donner un autre exemple. En 1911, on soumettait à l'approbation de la population canadienne, le traité de commerce entre les Etats-Unis et le Canada. Par des discours patriotiques et la devise "Point de troc ni de commerce avec les Yankees", on nous a leurré pour nous amener à refuser notre approbation; mais nous le regrettons depuis. Voilà une autre occasion où nous avons été réduits à l'esclavage.

M. ISNOR: Par qui?

M. RICHARD (Gloucester): Par le parti conservateur alors au pouvoir; il était régi par les industriels du centre du pays, qui nous ont fait croire qu'ils avaient des débouchés

pour toute notre production, mais qui nous traitent trop souvent, maintenant, comme un parent pauvre.

Comme mon temps de parole est limité, je tiens à formuler quelques remarques touchant une question qui est particulière aux Provinces maritimes et qui compte pour beaucoup dans l'économie de ces provinces. Je veux parler de l'industrie de la pêche. Il y a quelques jours seulement, je trouvais des statistiques démontrant que les produits de la mer en provenance des Provinces maritimes sont évalués à 31 millions de dollars, abstraction faite de la valeur accrue que représente la transformation de ces produits et qui est considérable.

Le Gouvernement de l'heure a admirablement aidé les pêcheries. C'est le premier qui ait réellement aidé les pêcheurs, qui leur ait aidé à construire leurs embarcations, à établir leurs établissements de transformation et leurs installations frigorifiques et à trouver de nouveaux débouchés. Nous avons, à l'heure actuelle, dans la personne du ministre des Pêcheries (M. Bridges) un homme qui ne gaspille pas son temps ni celui de la Chambre à expliquer ce qu'il entend faire, mais qui agit effectivement. Tous les honorables députés des Provinces maritimes sont sans doute disposés à l'appuyer.

Cependant, les pêcheurs des Provinces maritimes ont besoin d'un meilleur outillage.

Avant de reprendre mon siège, je tiens à dire que je ne tiens responsable de notre situation aucun parti politique ni aucun régime en particulier. A certains égards, nous sommes nous-mêmes à blâmer. Tout notre avenir économique dépend de l'élaboration et de l'annonce de certains programmes de la part du gouvernement central, ainsi que de la part d'institutions financières sur lesquelles nous ne pouvons exercer qu'une influence indirecte.

Les Provinces maritimes ne demandent pas la charité, elles ne réclament pas de privilèges spéciaux, mais elles désirent participer au progrès du pays. Elles sont convaincues que le Canada ne peut pas devenir une grande nation, si un secteur accuse une faiblesse économique. On peut comparer la Confédération à une chaîne dont la solidité dépend du chaînon le plus faible. Nous exhortons donc le Gouvernement, les institutions financières et tous ceux qui ont à cœur la grandeur du Canada à étudier nos problèmes. Nous demandons à tous ceux qui viennent des Provinces maritimes,—on en rencontre d'un bout à l'autre du pays,—de se faire nos ambassadeurs et de prêcher l'enseignement que nous avons tenté d'inculquer au pays. Quand je dis qu'il y a des fils des Provinces maritimes d'un bout à l'autre du